Le Kenya souhaite voir un accord sur le partenariat EAC-UE dans deux semaines

@rib News, 21/07/2016 â€“ Source Xinhua Le Kenya a dÃ©clarÃ© jeudi que les discussions avec les pays voisins au sein de la CommunautÃ© de lâ€™Afrique de lâ€™Est/East african community (CAE/EAC) concernant la signature d'un Accord de partenariat Ã©conomique avec l'UE se poursuivaient et qu'un accord Ã©tait probable dans les deux semaines. La ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res et du Commerce international, Amina Mohamed, a dÃ©clarÃ© aux journalistes Ã Nairobi que les discussions approchaient de leur conclusion. "Nous discutons avec tous nos voisins. Nous avons deux semaines", a dÃ©clarÃ© Mme Mohamed.

Une dÃ©lÃ©gation du Parlement europÃ©en, en visite Ã Nairobi, a proposÃ© au Kenya de demander une extension de ses opportunitÃ©s d'exportation vers l'UE par le biais du SystÃ¨me gÃ©nÃ©ralisÃ© de prÃ©fÃ©rences (GSP) qui offre aux pays en dÃ©veloppement une opportunitÃ© de commercer avec l'UE sans droits de douane. Le Kenya a exclu la possibilitÃ© de chercher une extension de la fenÃªtre d'exportations dans le cadre du GSP avec l'Union europÃ©enne, dÃ©clarant que les discussions sur la signature de l'Accord de partenariat Ã©conomique (EPA) se poursuivaient. Certains craignent que si la date limite du 1er octobre pour la signature de cet accord expire, les exportateurs kenyans de produits d'horticulture vers l'UE, dont les exportations reprÃ©sentent environ 38 % du marchÃ© horticole europÃ©en, seront forcÃ©s de payer des droits de douane sur leurs exportations, ce qui rendrait leurs produits trop chers pour la vente. "Nous nous dirigeons vers la signature d'un APE. Nous ne pensons Ã aucune autre option. Nous pensons Ã l'EPA, Ã l'EPA, Ã l'EPA", a dÃ©clarÃ© la ministre aux journalistes. Amina Mohamed, qui prÃ©side actuellement la ConfÃ©rence des Nations unies sur le commerce et le dÃ©veloppement Ã Nairobi, n'a pas souhaitÃ© commenter l'impasse de plus en plus visible dans les nÃ©gociations pour signer cet accord. Le Kenya et quatre autres pays voisins, Ã savoir le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie, nÃ©gocient avec l'UE sur les termes d'un nouvel accord commercial qu'ils veulent signer avec le bloc europÃ©en. Le Kenya souhaite absolument la signature de cet accord pour sauver un marchÃ© d'exportation qui rapporte 650 millions de dollars chaque annÃ©e Ã l'Ã©conomie kenyane grÃ¢ce aux exportations de produits d'horticulture. La Tanzanie, qui est l'un des pays devant signer cet accord commercial, a annoncÃ© qu'elle ne le signerait pas en raison de certaines inquiÃ©tudes. Selon des sources diplomatiques, la Tanzanie est inquiÃ¨te de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Le gouvernement tanzanien aurait fait valoir que les nÃ©gociations sur l'EPA avaient Ã©tÃ© menÃ©es quand le Royaume-Uni Ã©tait membre de l'UE, ce qui faisait partie du plan. L'impasse sur la signature de cet accord commercial s'est aggravÃ©e mercredi lorsque la dÃ©lÃ©gation parlementaire de l'UE en visite au Kenya pour assister Ã la ConfÃ©rence des Nations unies sur le commerce et le dÃ©veloppement a annoncÃ© que le Burundi ne pourrait pas Ãªtre acceptÃ© comme bÃ©nÃ©ficiaire de cet accord commercial en raison de sanctions de l'UE. Marie Arena, membre de la Commission parlementaire de l'UE sur le commerce international, a dÃ©clarÃ© Ã Nairobi que les sanctions de l'UE contre le Burundi rendraient plus difficile pour le Parlement europÃ©en d'approuver cet accord de libre-Ã©change.